

Les Rendez-vous Parlementaires du Contribuable

N° 44

Le 30 juin 2015

La défense sacrifiée à l'État providence

*Présidé par Nicolas DHUICQ,
député de la 1^{ère} circonscription de l'Aube,
Membre de la commission de la Défense nationale et des Forces armées*

Résumé

Nos armées n'ont plus les moyens d'assurer leur mission régaliennne de défense du territoire. Les dépenses de fonctionnement de nos forces sont au bord de la rupture et la vétusté du matériel est un danger quotidien pour nos militaires envoyés en opération au Mali, Centrafrique, Liban ou encore Côte d'Ivoire. Nicolas Dhucq député de la 1^{ère} circonscription de l'Aube, déplore l'insuffisance du budget consacré à la défense. Il dresse rapidement la situation critique et expose son point de vue pour chacune de nos armées. Le Général Tauzin, auteur de *Rebâtir la France*, nous rappelle la nécessité et le rôle de l'armée pour la sécurité tant intérieure qu'extérieure du pays. Il énonce les grandes lignes d'un projet d'armée, les conditions de l'avenir de la France. Laurent Artur du Plessis, journaliste et auteur d'ouvrages de perspectives économiques et géopolitiques, conclut à une diminution régulière, en francs constants, de l'effort de défense nationale pendant plusieurs décennies. Les contraintes budgétaires qui s'exercent dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, la RGPP, sacrifient la défense nationale.

contribuables associés

350 000 MILITANTS CONTRE L'OPPRESSION FISCALE

42, rue des Jeûneurs, 75002 Paris

Tél. : 01 42 21 16 24 - Fax : 01 42 33 29 35 - www.contribuables.org

Députés participants

CINIERI Dino,

DELATTE Rémi,

DHUICQ Nicolas

HILLMEYER Francis,

HUYGHE Sébastien,

LURTON Gilles,

MOYNE-BRESSAND Alain,

QUENTIN Didier,

TERROT Michel,

VITEL Philippe

Députés représentés

ALBARELLO Yves,

BESSE Véronique,

BOMPARD Jacques

BONNOT Marcel,

BOUCHET Jean-Claude,

BRIAND Philippe,

BROCHAND Bernard,

CHEVROLLIER Guillaume,

COUVE Jean-Michel,

DECOOL Jean-Pierre,

FASQUELLE Daniel,

FORT Marie-Louise,

FOULON Yves,

FROMANTIN Jean-Christophe,

GANAY de Claude,

GANDOLFI-SCHEIT Sauveur,

GENEVARD Annie,

GERARD Bernard,

GOSSELIN Philippe,

JACQUAT Denis,

HETZEL Patrick,

LEFEBVRE Frédéric,

LUCA Lionnel,

LE FUR Marc,

MARITON Hervé,

MARLIN Franck,

MOREAU Yannick,

MOREL A L'HUISSIER Pierre,

MORIN Hervé,

NACHURY Dominique,

POLETTI Bérengère,

ROHFRITSH Sophie,

TIAN Dominique,

VIGIER Jean-Pierre,

ZIMMERMANN Marie-Jo.

Sommaire :

Accueil

par Eudes Baufreton, délégué général de Contribuables Associés..... Page 4

Présentation

*par Nicolas Dhuicq, député de la 1^{ère} circonscription de l'Aube,
membre de la commission de la Défense nationale et des Forces armées Page 5*

I. Le rôle de l'armée et les grandes lignes d'un projet d'avenir

par le Général Didier Tauzin, ancien Chef des Armées françaises au Rwanda Page 11

II. Dépenses militaires : La variable d'ajustement du budget national

par Laurent Artur du Plessis Page 17

Débat..... Page 22

« Les dépenses
de fonctionnement
de nos forces
armées sont
au bord de la
rupture. »

Accueil

par Eudes BAUFRETON

Délégué général de Contribuables Associés

À l'heure où l'État, certaines collectivités locales et l'assurance maladie gaspillent de manière déraisonnable l'argent des contribuables, nous ne pouvons accepter l'état déplorable dans lequel se trouvent nos troupes. Les dépenses de fonctionnement de nos forces armées sont au bord de la rupture. La vétusté du matériel est un danger quotidien pour nos militaires envoyés en opération au Mali, Centrafrique, Liban ou encore Côte d'Ivoire. Sur le territoire national, les 10 500 soldats de l'opération Sentinelle sont souvent logés dans des conditions indécentes, étrangement mieux à Gaho qu'à Paris. Un militaire débourserait en moyenne 2 500 euros pour s'équiper convenablement avant de partir en opération extérieure pour servir notre pays. **Parce qu'il est question de préserver notre sécurité et l'intérêt général de la nation face aux nombreuses menaces, de ne pas ternir la crédibilité de la France et celle de ses armées au niveau international, nous considérons qu'il est urgent d'apporter des réponses financières concrètes aux armées.** Nous avons adressé une pétition au Premier ministre pour exiger qu'il donne les moyens à nos armées d'assurer leur mission régaliennne de défense du territoire et qu'il assure à nos militaires des conditions de travail décentes, tant en ce qui concerne leur hébergement que le matériel mis à leur disposition.

Je remercie Nicolas Dhuicq, député de l'Aube, membre de la commission de la Défense nationale et des Forces armées, maire de Brienne-le-Château, de présider ce rendez-vous parlementaire. Fin connaisseur du monde militaire, il est à l'Assemblée l'un des porte-voix de nos soldats face au dénuement dont ils sont victimes. L'intervenant suivant sera le général Didier Tauzin, saint-cyrien, ancien commandant du 1^{er} régiment de parachutistes d'infanterie de marine avec lequel il a participé aux opérations sur le théâtre rwandais. De 2004 à 2005, il a commandé le service militaire adapté ; puis à la demande de Michèle Alliot-Marie, il conçoit et crée l'Établissement public d'insertion de la défense. Depuis, il a donné de nombreuses conférences sur la guerre du Rwanda. Début 2015, il lance l'association « France, terre d'espérance » et publie son ouvrage *Rebâtir la France*. Enfin, nous écouterons Laurent Artur du Plessis, ancien journaliste au *Figaro Magazine* et ancien directeur des publications de Contribuables Associés. Il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages de prospectives économiques et géopolitiques, annonçant dès 2002 une crise financière internationale majeure et une prolifération des conflits à travers le monde.

PRÉSENTATION

par Nicolas DHUICQ

La création de l'impôt est liée à celle de l'armée permanente, à la professionnalisation de l'armée, à l'ost royal. L'impôt est donc directement lié à la question de la défense.

La situation du pays est telle que sur un budget d'un peu plus de 300 milliards d'euros, la nation ne peut investir que 20 milliards d'euros. J'explique aux maires de ma circonscription que dans cette situation, ils ne pourraient pas réaliser une rue entière, mais à peine un quart de trottoir. Voilà l'état dans lequel se trouve le budget national. Nous consacrons à peu près 36 milliards d'euros à l'effort de défense, la moitié pour le personnel, plus de 10 milliards pour les investissements, sachant que l'achat de matériels représente à peu près 50 %. Pour autant, cet effort est totalement insuffisant. Je vous propose de dresser très rapidement la situation globale et d'exposer mon point de vue pour chacune de nos armées sans oublier nos gendarmes puisqu'ils ont un statut militaire et que nous avons, particulièrement ceux qui habitent en zone rurale, intérêt à maintenir les gendarmes sous statut militaire, ne serait-ce que parce qu'un gendarme n'est pas aux 35 heures contrairement aux policiers nationaux ou municipaux.

Aujourd'hui, il existe un pays en Europe qui paye le prix du sang, la France ; un deuxième, l'Allemagne, se dote, en jargon technocratique, d'une base industrielle de défense, c'est-à-dire qu'elle rachète toutes nos entreprises. Mieux, on les lui vend, et encore dernièrement, notre fabricant national de blindés, Nexter. Nous venons de nous séparer de notre fabricant national de bombes, de meilleure qualité que celles des Américains. Nos chers alliés ont, en effet, l'habitude de nous vendre des munitions de qualité moyenne. Une particularité du soldat français est d'utiliser ses munitions avec parcimonie et à bon escient alors que l'Américain a toujours fait la guerre en larguant beaucoup de munitions. Perdre cet industriel supplémentaire est un fort symbole de déclassement du pays.

Dans le même temps, il est difficile de faire entendre raison au gouvernement pour qu'il achète, à l'échelon national, le prochain fusil d'assaut. **Seule la France n'est plus capable de fabriquer des munitions de petit calibre; même la Lituanie les fabrique !** Sur ma commune où se situent les dépôts de munitions les plus importants d'Europe, américains exceptés, il va falloir vérifier plusieurs millions de cartouches en raison de lots en partie défectueux. Voilà ce qu'il en coûte de l'externalisation et de la vente des biens nationaux à des puissances étrangères.

L'Allemagne, elle, se dote d'une base industrielle de défense. En matière de blindés, par exemple, leur char de combat le Léopard 2 ne cesse

« L'Allemagne, se dote, en jargon technocratique, d'une base industrielle de défense, c'est-à-dire qu'elle rachète toutes nos entreprises. »

*« Il faut environ
30 ans pour
lancer une marine,
à peu près 20 ans
pour une aviation,
et 10 ans pour une
armée de terre. »*

de connaître des évolutions : on doit en être à la version 2 A6+, voire 2 A7. On le retrouve en Indonésie, en Amérique latine même en Pologne, car, avec notre brillante Europe bruxelloise, les Polonais achètent des F 16 – l'avion américain –, reçoivent des subventions européennes pour développer leur agriculture et, comme ils n'en ont pas forcément les moyens en politique industrielle, les Allemands leur donnent des Léopard et des ouvriers allemands se chargent d'entretenir ce matériel.

La flotte du Royaume-Uni qui a un niveau actuel de tonnage inférieur à celui de la marine nationale, devrait nous alerter. Un tonnage qui est faible avec une marine nationale qui est obligée, parfois confidentiellement, de prêter des marins aux bateaux de Sa Majesté pour que ceux-ci puissent effectuer leurs missions. Le Royaume Uni a toujours eu la même politique : avoir un tonnage de sa flotte qui soit le double de celui de la première marine continentale. L'une des causes de la Première Guerre mondiale est la montée en puissance de la marine de guerre du Kaiser – qui était une flotte magnifique – et aussi, accessoirement, l'affaire du chemin de fer qui devait relier l'Allemagne à ce qui est aujourd'hui le Moyen et le Proche-Orient.

Sur le reste de la planète, le Japon se réarme avec une industrie de très bonne qualité et de très beaux bateaux et la Corée du Sud également. La Chine quant à elle construit quasiment une frégate par mois et envisage plusieurs groupes aéronavals. La Russie a considérablement modernisé son appareil de défense en le professionnalisant et en lançant de nouveaux matériels, que ce soit dans les blindés, ou encore dans les avions de combat. Elle fait revenir sa flotte, y compris en Méditerranée.

Pour illustrer les efforts à fournir je rappellerai quelques chiffres. Il faut environ 30 ans pour lancer une marine, à peu près 20 ans pour une aviation, et 10 ans pour une armée de terre. **Dès que l'on perd une compétence, – ne serait-ce que pour la marine nationale la capacité d'être le dernier pays avec les États-Unis d'Amérique à lancer des avions avec des catapultes –, il faut des années pour la récupérer lors d'un conflit immédiat.**

La France possède en particulier un domaine maritime immense doté de ressources naturelles qui devraient intéresser : le canal du Mozambique, avec des nodules polymétalliques. Je l'ai dit et je le répète, nous devrions tous, en tant que Français, nous inquiéter de l'attitude du gouvernement actuel qui semble proprement préparer l'abandon de la Nouvelle-Calédonie, une ressource de nickel. Certains pays prévoient à long terme lorsque vous voyez la politique chinoise de préemption des matières premières sur l'ensemble de la zone pacifique – mines de cuivre, en Afghanistan, mines de nickel indirectement en Nouvelle-Calédonie, préemption de tout le pétrole africain de l'Afrique de l'Est – tandis que nous dormons tranquillement sur

nos lauriers, pensant que l'avantage technologique que nous avons depuis la Renaissance sera maintenu éternellement.

La situation de nos armées est difficile, celle de nos hommes et de notre matériel est catastrophique.

L'armée de l'air est de plus en plus réduite. Pour tenter de maintenir ses compétences le chef d'état-major a décidé d'avoir des pilotes de deux niveaux : ceux capables d'intervenir en premier sur un théâtre d'opérations et d'autres qui effectueraient des missions une fois que la supériorité aérienne serait obtenue grâce à la destruction des défenses aériennes adverses. Mais la guerre ne se gagne pas uniquement avec des bombardements, le Kosovo nous l'a démontré, et pour ceux qui sont férus d'Histoire, la lecture des Mémoires d'Albert Speer, ministre du Reich, montre que le pic de production allemande s'est fait sous les bombes anglo-américaines. Notre armée est directement affectée par la vente des Rafale, car il faut prêter des pilotes et des mécaniciens. Lorsque la situation est très tendue en matière de personnel, il devient difficile à terme pour une armée d'appliquer ses missions. Si d'autres ventes venaient à se concrétiser, par exemple avec l'Inde, deux événements risquent de se produire : premièrement, l'armée de l'air ne pourra plus faire monter en puissance les forces aériennes stratégiques, et, deuxièmement, elle ne pourra plus assurer ses missions tactiques conventionnelles.

La marine nationale, est également dans une situation difficile. Nous avons des bateaux dont la coque devient de plus en plus fine qui ne tiennent que grâce à nos matelots remarquables de dévouement pour leur pays en un moment où les flux migratoires, sont de plus en plus importants à contrôler, et où l'immense majorité de nos approvisionnements arrive par voie maritime. Je ne saurais que trop insister sur la maritimisation du monde. La nouvelle loi de programmation militaire, remplace en permanence des bateaux d'une certaine taille par des plus petits. Or la durée de vie d'un bateau est de 40 à 50 ans et nul ne sait prévoir, aujourd'hui, quelles seront les armes sur les navires de combat dans 40 ou 50 ans : le laser, ou d'autres technologies ? Avec la révolution de l'hypervélocité, de nombreux pays vont se doter de nouveaux moyens leur permettant d'avoir des missiles assez redoutables en terme de lutte côtière anti-navires, sachant que la majorité des combats aura lieu à terme dans les zones littorales et dans les zones de villes. Les opérations qui intégreront la flotte seront certainement de plus en plus importantes. Puisque le format ne cesse de se réduire, la capacité d'adaptation de ces bateaux sera perpétuellement moindre pour les années à venir, pour nos successeurs.

Pour **l'armée de terre**, la perte de compétence de l'arme blindée cavalerie n'est pas sans conséquence. Nous, Occidentaux nous faisons en sorte d'avoir le moins possible de pertes humaines, quand je regarde les opérations

« Lorsque la situation est très tendue en matière de personnel, il devient difficile à terme pour une armée d'appliquer ses missions. »

« L’affichage politique de la nouvelle loi de programmation militaire, est une augmentation de l’armée de terre de 11 000 hommes. En fait, les effectifs de l’armée de terre vont baisser de 3 000 hommes. »

de Tsahal, ce qui s’est passé en Afghanistan – ou encore l’exemple canadien avec le Léopard C2 Mexas et d’autres éléments – nous avons avantage à avoir du lourd et du blindé. Ceux qui disent que le char de combat a vécu semblent ne pas tirer les leçons des conflits récents : toutes les villes ont été prises par des blindés avec le mélange blindés/infanterie. Les recherches industrielles sont faites de telle sorte que ceux-ci aient des toits de tourelle de plus en plus renforcés et des systèmes d’armes, qui accompagnent le canon principal, capables de tirer sur les snipers ou sur les hauteurs. Le char de combat a donc bien son rôle à jouer.

Sur **les matériels**, les véhicules de l’avant blindé sont plus vieux que leurs soldats, naturellement, conçus pour des climats qui ne sont pas ceux pour lesquels ils sont appelés aujourd’hui et qui font parfois 10 à 100 fois plus de kilomètres par an que ce pour quoi ils ont été construits. Imaginez-vous de rouler quotidiennement dans une voiture qui a 40 ou 50 ans qui n’est pas une Mercedes 300 SL ou une DB 9 mais plutôt qu’une Renault Juva 4 ou une Traction avant : c’est quasiment la situation de nos soldats. Comparez leur niveau de protection avec ceux de la Bundeswehr ou d’autres armées, qui, elles, s’équipent...

Si la situation est assez catastrophique pour les matériels, c’est encore plus vrai pour les hommes. L’affichage politique de la nouvelle loi de programmation militaire, est une augmentation de l’armée de terre de 11 000 hommes. En fait, les effectifs de l’armée de terre vont baisser de 3 000 hommes. Nous allons perdre encore plus de 15 000 hommes pris dans le soutien alors que les munitionnaires, que ce soient des militaires, des ouvriers d’État ou des personnels civils, voient leur délai pour reconfigurer les munitions qui reviennent de théâtres d’opérations extérieures, passer de un mois à six mois voire un an. Nous ne sommes plus prêts, dans la chaîne logistique, et les guerres se gagnent avec la logistique. Les Mémoires de Winston Churchill l’illustrent parfaitement. Dans ses moments de jeunesse, il rappelle bien que son oncle, voyant qu’il avait une armée de soldats de plomb, lui donne quelques finances pour acheter un peu de logistique. C’est comme cela que Tsahal, l’armée de défense d’Israël, a gagné sa guerre et c’est également ainsi que l’Armée rouge a été systématiquement obligée en 1942, 1943 et 1944, d’arrêter ses offensives fautes de camions, de pétrole, de pièces détachées, de munitions. Les hommes vont souffrir aussi parce que, lorsque vous vous engagez, vous le faites pour crapahuter et non pas pour faire le gendarme – quel que soit le respect que j’aie envers nos gendarmes – devant les synagogues, les mosquées ou les églises, accessoirement il en existe encore dans notre pays. Psychologiquement, ils ne sont pas entraînés. La fonction est différente entre un gendarme et un militaire du rang de l’armée de terre. Le chef d’état-major de l’armée de terre défend simplement le fait qu’il a 3 000 hommes de moins que ce qui était prévu, et il est donc plutôt satisfait. **Les Français ne sont pas non plus prêts, psychologiquement,**

à accepter sur 10 ans d'avoir des soldats en armes en permanence près de chez eux et je ne suis pas persuadé que ces soldats s'engagent pour ce type de mission !

Il y a pour l'instant un outil qui fonctionne, mais comme les jeunes sont entraînés à remplir et à appliquer la mission quel que soit le coût, ils s'adaptent très vite, et le politique en permanence sert la vis. L'engrenage est lancé depuis la chute du mur de Berlin au moment où, comme toujours, l'Histoire est tragique et devient de plus en plus imprévisible et violente.

Les armées sont là pour appliquer la politique de la nation. Mais pour rester dans l'Histoire, une nation doit avoir un trépied qui fonctionne : une culture, qu'elle défend, une économie et une défense. Le fameux «soft power» n'est possible que parce qu'il y a le gros bâton américain dans le dos. Si vous n'avez pas l'industrie, la volonté politique, l'outil de défense, vous sortez de l'Histoire ! Que faisons-nous ? Nous sommes incapables de rester suffisamment longtemps sur un théâtre d'opérations. Exemple avec l'Afghanistan : nous sommes allés y faire un tour, nous avons suivi les Américains : résultat, les talibans vont revenir tranquillement faire leur métier habituel, qui consiste à interdire aux filles d'aller à l'école, à éventuellement couper des mains et à caillasser. Seul fait positif, ils rendent les terres aux veuves qui s'étaient vu déposséder, par leurs gentils voisins..., de leur utilisation. La situation risque de devenir à nouveau dramatique. Au Mali, nous avons des voies de communication qui sont étendues, au maximum. Les semelles en plastique des soldats fondaient. En Centrafrique les hommes sont sous des tentes non climatisées sur des lits Picot, il n'y a pas de latrines et des tranchées sont à même le sol. Nos soldats sont dans une situation moins confortable, à la limite, qu'à Douaumont, etc. Par conséquent, il aurait été plus logique de laisser les Touaregs gérer la bande dite sahélo-saharienne. Monsieur le ministre de la Défense, découvrait naïvement l'année dernière qu'un ministre malien n'avait jamais mis les pieds à Tombouctou parce que noir de peau, il risquait sa vie à Tombouctou. Seule la présence de l'armée française permet cette cohabitation. Nous maintenons l'illusion d'un pays qui n'a jamais existé, avec deux ou trois types de population qui se font la guerre.

Il faut en finir de plaquer en permanence le même modèle sur l'ensemble de la planète avec cette naïveté qui consiste à parler des droits de l'homme. La lecture de la crise ukrainienne est totalement délirante ; nous avons systématiquement refusé les offres de la Russie depuis 2001 pour lutter efficacement contre le terrorisme. Je vous demande simplement de réfléchir à qui se fait égorger aujourd'hui au Levant, au Proche et Moyen-Orient : ce sont les chrétiens, et nous n'avons pas intérêt à voir Assad tomber. Or, le ministre des Affaires étrangères répond simplement sur une position anti-Assad, parce qu'il a une position de ministre qui lui fait dire que Al-Nosra fait du bon travail. Al-Nosra en Syrie est aussi islamiste que les autres organisations,

« Il faut en finir de plaquer en permanence le même modèle sur l'ensemble de la planète avec cette naïveté qui consiste à parler des droits de l'homme. »

également financées par le Qatar et l'Arabie Saoudite. On pourrait ainsi évoquer nos alliances qui sont totalement absurdes. Si nous ne remontons les dépenses budgétaires de la défense, nous sortirons de l'Histoire. Il n'y a pas de défense européenne. **La défense, c'est celui qui paye le prix du sang. Celui qui ne paye pas le prix du sang n'exerce pas la défense.** La dissuasion nécessite d'avoir un chef qui prenne une décision, s'il n'y a pas de chef, il n'y a pas de dissuasion. Elle ne se partage pas.

Eudes BAUFRETON

Monsieur le député, votre présentation est une excellente introduction à l'exposé du général Tauzin qui traite notre sujet en partant de son livre *Rebâtir la France*, publié au mois de janvier dernier.

I. LE RÔLE DE L'ARMÉE ET LES GRANDES LIGNES D'UN PROJET D'AVENIR

par le Général Didier TAUZIN

Ce constat, l'armée sacrifiée à l'État providence, ne vaut pas que pour l'armée : Tout ce qui faisait de la France un pays prospère, dynamique et qui comptait vraiment dans le concert des nations, a été sacrifié, en particulier la responsabilité personnelle et la liberté d'entreprendre. Quand la dépense publique passe de 35 % du PIB en 1960 à près de 58 % aujourd'hui et que la part des prestations sociales progresse de 123 % par rapport au PIB, la nature de l'État change qui, de régalien qu'il était avant la Seconde Guerre mondiale, est devenu une gigantesque pompe aspirante et refoulante de prestations sociales.

Aujourd'hui, l'État providence est en bout de course, sans doute condamné, dans sa forme actuelle car il n'est plus finançable, obère la croissance, privilégie l'assistance, sous couvert de solidarité, suscite la fraude et oppose les citoyens entre contributeurs nets et bénéficiaires nets. **Pire, les exigences du financement de l'État mettent désormais en péril les missions régaliennes, notamment la sécurité intérieure et extérieure, au moment où de nouvelles menaces apparaissent, qui ne feront que croître dans les années à venir.** N'oublions jamais que « tous les peuples ont une armée sur leur territoire, la leur ou bien celle du voisin ! ». Je ne resterai pas longtemps sur ce constat, préférant ouvrir les chemins d'avenir.

Je vais rappeler le rôle d'une armée, puis tirer les conclusions de nos errements depuis 40 ans et terminer par les conditions de l'avenir de la France, les grandes lignes d'un projet d'armée pour la France du XXI^e siècle.

Anatole France exprime en quelques lignes superbes, à quoi sert une armée: « Les vertus militaires ont enfanté la civilisation entière. Un jour, des guerriers armés de silex se retranchèrent avec leurs femmes et leurs troupeaux derrière un mur de pierres brutes. Ce fut la première cité. Ces guerriers bienfaisants fondèrent ainsi la patrie et l'État. Ils assurèrent la sécurité publique, ils suscitèrent les arts et les industries qu'il était impossible d'exercer avant eux. Ils firent naître tous les grands sentiments sur lesquels l'État repose encore aujourd'hui, car avec la cité ils fondèrent l'esprit d'ordre, de dévouement et de sacrifice, l'obéissance aux lois et la fraternité citoyenne». L'armée est certes un outil de guerre, mais sa vocation est la paix. Elle rayonne des vertus civilisatrices et rend possible l'épanouissement des sociétés et de chacun d'entre nous.

Historiquement, c'est Laurent Fabius qui, après la disparition de l'URSS et la fin de la guerre froide, donne le signal de la baisse systématique

« Tous les peuples ont une armée sur leur territoire, la leur ou bien celle du voisin ! »

des budgets militaires en proclamant qu'« il faut tirer les dividendes de la paix ». Quelle méconnaissance de la réalité toujours conflictuelle des relations internationales !

Aujourd'hui nos armées ne peuvent plus remplir leurs missions que très imparfaitement et très insuffisamment. Les conséquences actuelles sont lourdes, celles qui sont à venir peuvent être désastreuses.

Avec des effectifs squelettiques et des matériels trop peu nombreux, obsolètes, dans un état pitoyable, la valeur de notre armée ne repose plus que sur celle de nos soldats. Ils restent admirés par toutes les armées étrangères, je peux en témoigner après trente opérations extérieures. La défense de nos territoires métropolitains et ultramarins, et particulièrement celle de notre espace maritime, le deuxième du monde par l'étendue, n'est plus crédible. Ce constat a sans doute pesé lourd dans la décision de Nicolas Sarkozy de nous faire réintégrer le commandement militaire de l'OTAN. Cette décision a aliéné la souveraineté militaire de la France et le général de Gaulle qui disait « lorsque la France fait la guerre, ce doit être sa guerre » a été une nouvelle fois trahi. Quant à notre industrie de défense, autrefois remarquable et florissante, elle n'est plus que l'ombre de ce qu'elle fut. Nous préférons acheter le successeur du fusil Famas que de le fabriquer nous-mêmes...

Avec la suspension du service national, Jacques Chirac a mis les armées dans l'incapacité de jouer ce rôle majeur de creuset de l'unité de la nation que leur avait confié la III^e République. **On a ainsi privé la France du besoin vital d'une nation pour exister, durer et remplir sa vocation.** On l'a privée de la diffusion, dans toutes les strates de la société, des vertus d'abnégation, de service à la collectivité nationale jusqu'au sacrifice suprême, « d'amour sacré de la patrie », qui sont si vives dans nos armées et sans lesquelles personne ne consentirait à mourir pour la patrie.

La dernière étape, dans cette logique, serait le recours au mercenariat pour assurer les seules missions de défense, bien entendu, et cela pour des raisons évidentes de coûts et de difficulté de recrutement. Y recourir achèverait de dissocier totalement la nation de son armée et de la priver définitivement des vertus civilisatrices du soldat. La raréfaction de ces vertus dans notre société et la mauvaise presse qui leur est faite conduisent déjà à une exaspération des égoïsmes, de l'hédonisme, du consumérisme qui dissolvent tout lien social. Pour éviter l'effondrement général, la tentation dictatoriale commencera bientôt à poindre. Platon observait déjà que c'est une suite logique de la démocratie lorsqu'elle est mal fondée.

Les véritables conséquences du sacrifice de l'armée dépassent de beaucoup sa seule capacité opérationnelle. Il y va désormais de la démocratie, et même de beaucoup plus, de la survie de la France comme pays et comme

« Avec des effectifs squelettiques et des matériels trop peu nombreux, obsolètes, dans un état pitoyable, la valeur de notre armée ne repose plus que sur celle de nos soldats. »

peuple. Mais si l'heure est grave, notre peuple a démontré de nombreuses fois dans l'Histoire sa capacité à relever les défis les plus difficiles.

Il nous faut d'abord faire partager cette volonté par le plus grand nombre. Il nous faut rendre possibles des décisions fortes portées par un personnel politique courageux et désintéressé. Il nous faut remplir quatre conditions :

1°- Il est particulièrement essentiel que la politique cesse d'être une carrière pour redevenir un service et créer les conditions de l'épanouissement de chacun et de tous ensemble : la paix extérieure, la sécurité intérieure, la justice, la liberté notamment celle d'entreprendre, et la solidarité.

2°- Il faut admettre, sans détourner les yeux, **que l'Europe que nous construisons est vouée à l'échec parce qu'elle ne tient pas compte des peuples et s'érige souvent contre leurs volontés.** Plus grave, l'Europe sombre démographiquement, culturellement et psychologiquement, incapable qu'elle est de se pardonner les immenses dégâts humains qu'elle a provoqués au XX^e siècle. Elle devient une proie pour des populations de malheureux, désormais manipulés par le djihadisme, que nous devrions bien connaître, puisque c'est un phénomène qui se manifeste une ou deux fois par siècle depuis la naissance de l'islam. Il faut aussi constater que le monde entier semble pris dans un nouvel engrenage de violence, toujours motivé par la recherche de puissance et de richesses, certes, mais exacerbé par un très mauvais partage de ces richesses dans une population mondiale en constant accroissement et par la puissance technologique vertigineuse acquise par l'humanité.

3°- S'il est évident que l'État doit continuer à organiser la solidarité avec ceux qui sont vraiment dans le besoin, une véritable politique sociale consisterait à responsabiliser tous ceux qui peuvent travailler au lieu de les réduire à l'état indigne d'assistés permanents au détriment de ceux qui travaillent. Une nouvelle manière d'envisager l'État providence dynamiserait notre marché du travail et permettrait en outre de dégager les budgets nécessaires au recentrage indispensable de l'État sur ses fonctions régaliennes – notamment la défense – les seules qui fondent sa légitimité.

4°- Enfin, restaurer la fonction présidentielle. Par le référendum d'octobre 1962 qui fonde l'élection du chef de l'État au suffrage universel direct, le général de Gaulle avait cru mettre un terme définitif à ce qu'il appelait « le régime désastreux des partis ». Mais malgré la légitimité incontestable que leur confère ce mode d'élection, nos président successifs ont laissé se réinstaller ce régime désastreux des partis. Ils se sont tous plus ou moins laissé aller à la démagogie, à la division et à l'instrumentalisation des Français, au clientélisme. Je me souviendrai toujours de François Mitterrand appelant le peuple de gauche ! Il est vital de rompre avec ces pratiques

« Une nouvelle manière d'envisager l'État providence dynamiserait notre marché du travail et permettrait en outre de dégager les budgets nécessaires au recentrage indispensable de l'État sur ses fonctions régaliennes – notamment la défense – les seules qui fondent sa légitimité. »

« Dans ce chantier gigantesque, mobilisateur pour de nombreux Français, qui échoit à notre génération, l'armée aura un rôle essentiel. »

désastreuses. Il faut prendre les réformes qui permettront au président de la République de ne dépendre que de la nation, d'inscrire son action dans le très long terme et lui permettre aussi de remplir ses missions essentielles au premier rang desquelles se situe l'unité de la nation à construire et à renforcer, et sa défense contre toutes les menaces.

Ces conditions remplies, nous pourrons élaborer un véritable projet politique pour le XXI^e siècle, qui nous manque terriblement : le projet d'une France à nouveau rassemblée, envisageant l'avenir avec sérénité, une France qui redeviendrait le moteur d'un projet européen ayant renoué avec l'idée initiale d'une Europe des nations, et une France devenue le moteur d'un projet mondial d'une pacification progressive des rapports entre nations par la sécurité et le développement pour tous et par cette sagesse qui devient nécessaire. Dans ce chantier gigantesque, mobilisateur pour de nombreux Français, qui échoit à notre génération, l'armée aura un rôle essentiel. Nous lui donnerons quatre missions.

1°- Assumer sans faille, contre toutes les menaces d'aujourd'hui et de demain, la défense de nos territoires métropolitains et ultramarins, y compris, tant la situation est potentiellement grave, de notre espace maritime.

2°- Participer à la défense éventuelle de l'Europe, qu'elle soit capable de prendre la tête de la défense de l'Europe, voire de l'assumer presque seule tant la paix en Europe est vitale pour notre pays et tant les pays européens aujourd'hui ont abandonné ou semblent avoir abandonné. Il ne faut pas compter sur d'autres alliances.

3°- **Faire de notre armée un outil essentiel du partenariat global et de très longue durée à mettre impérativement en place avec l'Afrique entière et tout le Proche-Orient.** Les différentiels démographiques et économiques entre l'Europe et ces deux continents, déjà porteurs de conflits graves, s'accroissent chaque jour. Ils constituent pour le siècle commencé le plus grand défi extérieur de la France et de l'Europe, y compris de la Russie à regarder comme un partenaire prioritaire et non comme un ennemi potentiel. Ce défi – l'Afrique et le Proche-Orient – est vital. L'Europe aujourd'hui, c'est 600 millions d'habitants. Dans 80 ans, ce sera 500/550 millions. L'Afrique à elle seule, et sans parler du Proche-Orient, compte aujourd'hui 1 milliard d'habitants. À la fin du siècle, 4 milliards. Nous devons rattraper cinq décennies d'abandon de l'Afrique. Je sais de quoi je parle, je suis ce que l'on appelle un « Africain ». Enfin nous devons œuvrer à sa sécurisation et à son développement qui sont les fondements de la paix.

4°- Donner comme mission à notre armée de redevenir le creuset de l'unité nationale qu'il faut reconstruire. L'armée est apte, plus que tout autre organisme. De mon expérience d'ancien commandant du service militaire

adapté, de concepteur et de créateur de l'Établissement public d'insertion de la défense (EPID), à la demande de Mme Alliot-Marie, les jeunes l'appellent de leurs vœux, notamment les plus défavorisés et ceux qui sont issus de l'immigration récente, dont le plus grand désir est d'être français. On pourrait programmer une période de service de la nation à laquelle tous sans exceptions, y compris les énarques et les polytechniciens, seraient appelés pour une durée minimale de 18 mois. Les 6 premiers mois seraient consacrés à la cohésion d'une classe d'âge autour de la France à connaître et à aimer, prolongés pour les plus défavorisés afin de permettre leur réinsertion sociale et professionnelle, dans le cadre, par exemple, de l'EPID ou du SMA (service militaire adapté). Après cette période initiale, les jeunes seraient répartis pour un service militaire d'un an entre les armées, les sapeurs-pompiers qui manquent aujourd'hui cruellement de volontaires, la police de la route en soutien des unités de gendarmerie, et une garde nationale qui participerait notamment à la protection du territoire et de nos citoyens contre les menaces terroristes sur notre sol.

Le citoyen que je suis voit la situation du pays, qu'il a servi pendant plus de quarante ans et pour lequel il a fait tuer quelques garçons, et la situation de l'Europe se dégrader de semaine en semaine. Dans un an, la dégradation sera quotidienne. **Il est désormais possible qu'un drame gigantesque se produise avant 2017.** C'est ce constat très alarmant qui a motivé la publication de ce livre.

C'est donc aujourd'hui et non pas demain qu'il nous faut répondre par un oui généreux et irrémédiable à une question fondamentale : « Voulons-nous vraiment que la France vive ? » Le pouvons-nous encore ? Nous le devons et nous le pouvons. Si notre réponse n'est pas à la hauteur des défis d'aujourd'hui et de demain, nous ne serons que les petits liquidateurs judiciaires de vingt siècles d'une superbe aventure et de la civilisation la plus humaine que la terre ait sans doute jamais portée.

Nicolas DHUICQ

C'est un vaste programme... Il y a beaucoup de volonté et d'énergie, dont je partage le rationnel. **Cela nécessite d'avoir des élites qui soient formées à être indépendantes et à sortir des comportements de groupe.** Je suis le premier à le penser : les programmes politiques proposés par tous les partis politiques sont assez affligeants car nous avons perdu l'habitude d'avoir une pensée globale. Un exemple : en 2012 les nouvelles versions de contrats aidés, qui ne sont que les lointains descendants des TUC. Beaucoup de mes collègues censés être de droite, au lieu de dire que, macro économiquement, nous y sommes opposés parce que c'est de l'argent qui est prélevé et qui sort d'un circuit de production créateur de richesse, déposent des amendements pour améliorer la marge du dispositif et pour

« On pourrait programmer une période de service de la nation à laquelle tous sans exceptions, y compris les énarques et les polytechniciens, seraient appelés pour une durée minimale de 18 mois. »

**« Les sociétés
modernes,
en normalisant,
en standardisant,
en chiffrant, en
comptabilisant,
ont du mal à
évaluer ce qu'est
l'humain. »**

l'ouvrir à d'autres. Les jeunes dans les élections à venir ne pardonneront pas ce comportement, parce que la politique ne se fait plus dans les partis politiques, mais dans nombre d'organismes para-politiques où il y a une attente très forte des Français. Je vois avec tristesse à l'Assemblée nationale – nous avons perdu Charles Pasqua hier – disparaître des individus qui étaient prêts à penser par eux-mêmes. Les sociétés modernes normalisent, c'est-à-dire appauvrissent, ont un rapport au temps qui est perturbé, d'où les renversements de généalogie que nous avons vus avec le mariage pour tous ou encore avec la transmission du savoir de maître à élève. Même dans l'art militaire, je présume que vous avez eu des maîtres, fait des rencontres, que vous avez eu une vocation et que ce sont ces maîtres qui vous ont transmis ce que vous êtes aujourd'hui ; vous l'avez vous-même transmis à vos hommes. Les sociétés modernes, en normalisant, en standardisant, en chiffrant, en comptabilisant, ont du mal à évaluer ce qu'est l'humain. Et ce dont le général Tauzin nous a parlé, c'est de l'humain.

Eudes BAUFRETON

Je vais passer la parole à Laurent Artur du Plessis, ancien journaliste au *Figaro Magazine* et ancien directeur des publications de Contribuables Associés.

II. DÉPENSES MILITAIRES : LA VARIABLE D'AJUSTEMENT DU BUDGET NATIONAL.

par Laurent ARTUR du PLESSIS

Une diminution au long cours de l'effort de défense nationale fait que, en pourcentage du produit intérieur brut, l'évaluation conclut à une diminution régulière pendant plusieurs décennies. En 1982, le budget de la défense hors pensions représentait 3 % du PIB ; en 2015, il n'est plus que de la moitié de ce chiffre, c'est-à-dire 1,5 % du PIB. En trente-trois ans, le ratio s'est érodé de moitié. En euros courants, c'est-à-dire sans tenir compte de l'érosion monétaire due à l'inflation, le budget de la défense est passé de 12,2 milliards en 1980 à 31,4 milliards aujourd'hui. En valeur réelle, le budget de la défense est passé en trente-trois ans de 33,3 milliards à 31,4 milliards. Il a diminué en francs constants. Durant toutes ces années, pendant que le budget de la défense diminuait en valeur réelle, – excepté en 2009 qui fut une année de crise –, le PIB lui augmentait et l'écart était croissant. Le gouvernement nous dit qu'en 2015 il sanctuarise les 31,4 milliards du budget de la défense et la loi de programmation militaire a prévu une rallonge de 3,8 milliards de crédit sur la période 2016-2019. Cependant nous avons des programmes militaires de plus en plus contraints. Ces contraintes s'exercent dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, la RGPP, qui est une bonne initiative, si ce n'est qu'il ne faut pas sacrifier la défense nationale.

Un examen de nos dépenses militaires : 31,4 milliards, dépenses comprises, votés pour 2014 soit 1,59 % du PIB. 27,8 milliards exécutés : cela met gravement en péril non seulement nos possibilités actuelles d'intervenir militairement, mais aussi nos possibilités de prévisions. En effet, les crédits d'équipement des armées, tels que prévus pour 2014 par la loi de programmation militaire s'élevaient à quelque 16,5 milliards d'euros, dont 12,9 ont effectivement été réalisés, répartis en renouvellement de matériels, grands programmes d'armement et modernisation.

■ Pour le renouvellement de matériel, c'est la grande misère : la seule frégate achetée n'a pas été livrée, non plus que les 11 Rafale et les 77 blindés VBCI. Aucune pièce d'artillerie, aucun char de combat n'a été acheté.

■ Les grands programmes d'armement : le rapport parlementaire du 10 juillet 2013, n°1234 de la mission parlementaire d'évaluation et de contrôle, souligne que 30 % de tous les programmes d'armement font l'objet d'une coopération, avec une excellente idée, le partage des coûts de développement. Mais ces programmes majeurs ont engendré des surcoûts et des difficultés techniques. Le surcoût unitaire de l'hélicoptère Tigre, seule réussite opérationnelle avérée, s'élève à 80 %, celui de l'avion gros porteur A400 M, qui n'est pas encore tout à fait opérationnel, avec quatre ans de retard, ce coût

« En valeur réelle, le budget de la défense est passé en trente-trois ans de 33,3 milliards à 31,4 milliards. Il a diminué en francs constants. »

« Le décalage systématique des réalisations de programmes est préoccupant puisqu'il induit des surcoûts qui peuvent aller de 50 à 150 % en moyenne. »

unitaire s'élève à 120 %. Celui des frégates multi missions semble pour l'instant inavouable. Notre principal partenaire depuis le traité de Lancaster House de 2010 est le Royaume-Uni, dont les faibles capacités d'innovation et de recherches obèrent et renchérissent lourdement trois projets communs actuels : le missile anti-surface, le système satellitaire et la conduite d'essais atomiques. Nous avons heureusement abandonné le projet de partage de porte-aéronefs après avoir dépensé plusieurs dizaines de millions en études liminaires qui resteront sans suites. Par ailleurs, le très faible format de l'armée, notamment en termes de troupes opérationnelles, conduit à des achats sur étagère vraiment modestes qui ne permettent pas de constructions sur place. Le décalage systématique des réalisations de programmes est préoccupant puisqu'il induit des surcoûts qui peuvent aller de 50 à 150 % en moyenne. Il y a évidemment des coûts fixes et quand on étire dans le temps les programmes, il faut payer les personnels, ce qui augmente les coûts finaux : autant dire que les économies aboutissent finalement à des surcoûts !

■ La modernisation ne recouvre bien souvent que la mise à niveau ruineuse de matériels anciens et obsolètes, comme par exemple des véhicules à l'avant blindé. Le seul élément encourageant concerne les investissements en matière de dissuasion nucléaire, qui ne semblent pas faiblir, à 3,4 milliards annuels, soit 20 % des investissements militaires et 10 % du budget total de la défense.

Dans un contexte très tendu, les matériels sont très usés et l'on voit, par exemple, que l'argent des Rafale a servi à payer le coût des opérations en Centrafrique et au Mali. Le principe de séparation des dépenses d'investissement et des dépenses de fonctionnement est de plus en plus bafoué. La politique de la rustine s'applique. **Le budget de fonctionnement a pour seule variable d'ajustement le niveau des effectifs.** La chronique a fait état du non-paiement des soldes et c'est pratiquement la première fois depuis l'Ancien Régime que des militaires se retrouvent non soldés, avec des retards de plusieurs mois. La faute a été rejetée sur une erreur informatique, mais quand le retard s'élève à 16 mois, on peut vraiment s'interroger et se demander s'il ne s'agit pas d'impasses comptables liées au surcoût des opex (opérations extérieures). Les effectifs opérationnels sont réduits. Sur 231 000 personnels du ministère de la Défense, seuls 77 000 sont combattants, moins que l'armée d'armistice de 1940 à 1943, et sur ce nombre, il faudrait encore examiner de près les cavaliers qui n'ont pas de chars, les artilleurs qui n'ont pas de tubes, les aviateurs qui sont plutôt au sol qu'en l'air. La disponibilité moyenne des matériels lourds, tels qu'avions, hélicoptères, chars de combat, bâtiments navals, est inférieure à 50 %, faute d'entretien et de mise à niveau... voilà donc la grande misère de nos armées !

En outre, l'entraînement des trop peu nombreux personnels combattants est d'autant plus réduit, d'une part, parce qu'ils sont en opération presque constamment, ce qui induit du surmenage, et d'autre part, parce que

les crédits de fonctionnement des unités sont consommés par ces opérations. Il en résulte, un comble pour une armée professionnalisée, une baisse de valeur opérationnelle qui pour ne pas encore affecter toutes les unités se traduit par la nécessité d'une mise à niveau de plusieurs mois avant projection pour la plupart. Le plan Vigipirate surmène les personnels : nous avons là un véritable goulet d'étranglement. Le faible niveau des soldes, l'absence de perspectives professionnelles, le resserrement de la pyramide d'avancement directement lié à la suppression d'unités, n'incite pas non plus les jeunes, notamment ceux ayant déjà un bon niveau, à s'engager. Le rapport parlementaire de 2013 souligne que la conduite actuelle des programmes d'armement ne permet aucune flexibilité. La gestion des personnels est encore plus contrainte. Aucune réflexion utile sur la guerre future n'est possible ou ne peut se traduire que par une adaptation rapide de nos forces militaires : nous vivons de plus en plus au jour le jour, or une armée se doit d'anticiper...

Le renseignement est aussi dans la pénurie. En 2015, les 34 millions affectés en moyens propres à la Direction générale de la sécurité intérieure, la DGSI, sont manifestement insuffisants devant la menace exponentielle à l'extérieur comme à l'intérieur de nos frontières. Il existe aussi des moyens collatéraux de collaboration avec d'autres secteurs publics. A titre d'exemple, une filature mobilise 10 à 25 personnes suivant les conditions. Surveiller un nombre de djihadistes potentiels, sans cesse réévalué à la hausse, requiert une quantité astronomique de personnels. Il n'est plus surprenant que le suivi cesse alors qu'ils se tiennent tranquilles avant de commettre un attentat. Pour la DGSE, il est prévu 527 millions en moyens propres, mais ce ne sera pas suffisant parce qu'elle est présente à l'étranger où les conflits prolifèrent avec des ressortissants français qui sont de plus en plus mis en danger. La direction du renseignement militaire, qui elle est gratifiée de 200 millions, voit sa tâche augmenter.

Nous avons un État providence ruineux et impotent avec un déficit public qui représentait 4 % du PIB en 2014, plus que les 3 % de Maastricht, et une dette publique qui est à 95 % du PIB en 2014, soit 2 200 milliards, très au-dessus des 60 % de Maastricht. La charge de la dette publique, et les seuls intérêts servis aux détenteurs des créanciers envers l'État, a représenté 46,6 milliards en 2014, soit 14 % du budget de l'État. La loi de finances 2015 l'a évalué à 34,34 milliards parce que l'on emprunte à 1,35 % sur 10 ans, alors que l'État empruntait à 10 % il y a 10 ans. Avec des taux d'intérêt quasiment au niveau du sol, on peut effectivement programmer une légère diminution de la charge de la dette. Cependant nous sommes vulnérables à une explosion des taux d'intérêt. Avec la crise grecque il y a une ambiance d'inquiétude sur les marchés financiers qui risque d'avoir un effet domino, notamment sur le Portugal et l'Espagne, etc. Le climat général de suspicion concernant les finances publiques des pays du « Club Med », comme le disent les Allemands, s'étend. Les marchés financiers peuvent être tentés

« Aucune réflexion utile sur la guerre future n'est possible ou ne peut se traduire que par une adaptation rapide de nos forces militaires : nous vivons de plus en plus au jour le jour, or une armée se doit d'anticiper... »

« Si les taux d'intérêt la dette explose, qu'en sera-t-il du budget de la défense qui sert éternellement de variable d'ajustement pour tenter de se rapprocher des critères de Maastricht ? »

de s'y attaquer avec des taux d'intérêt qui remontent assez vite. **La charge de la dette commencerait à augmenter d'une manière telle qu'elle fonctionnerait sur le budget de l'État comme un garrot espagnol, ce serait une strangulation progressive et mortelle.**

L'avenir du budget de la défense est inquiétant. Si les taux d'intérêt la dette explose, qu'en sera-t-il du budget de la défense qui sert éternellement de variable d'ajustement pour tenter de se rapprocher des critères de Maastricht ? C'est une bombe à retardement. Notre État providence est ruineux et impotent avec une sphère publique dévorante, c'est-à-dire État, collectivités locales, sécurité sociale absorbant 57 % du PIB et même plus ; depuis les années 1970, nos prélèvements obligatoires oscillent entre 30 et 45 % du PIB : cela nous immobilise, nous prive de nos ressources de réserve et notamment en cas d'augmentation des taux d'intérêt. Contribuables Associés calcule chaque année le jour de libération fiscale, c'est-à-dire le jour où le travailleur français ne travaille plus pour l'État mais pour lui-même : en 2014, jusqu'au 27 juillet, les personnes travaillaient pour la sphère publique et seulement après pour elles. Ce qui est une aliénation pure et simple. Il faut voir que l'impotence de l'État se traduit par une expatriation, par le départ de 285 000 personnes chaque année, parmi lesquelles beaucoup de jeunes talents. Jean-Paul Gourévitch, expert international en ressources humaines, spécialiste de l'Afrique et des migrations, avait chiffré pour Contribuables Associés en 2013 à 9,6 milliards le solde négatif pour les finances publiques puisque tous ces jeunes ont été formés, éduqués et soignés en France et qu'ensuite leur talent va s'exprimer ailleurs qu'en France, c'est une perte ! **Jean-Paul Gourévitch avait de même chiffré le coût de l'immigration incontrôlée, avec un solde négatif à 30,5 milliards d'euros, tenant compte des effets induits sur l'Éducation nationale, sur la santé, etc.** Les administrations centrales, les administrations publiques locales rivalisent d'instinct dépensier, puisque l'administration centrale est la principale dépensière avec à peu près 80 %. Depuis trente ans, ce sont les administrations publiques locales qui ont augmenté le plus vite la croissance de leurs dépenses, de 3,3 % en volume. Cela représente 10 % de la dette publique. La dette des administrations de sécurité sociale s'est également dégradée, de 18,9 % depuis le début des années 1980 à un quart du PIB. La place des dépenses d'investissement, celles qui préparent l'avenir, est extrêmement restreinte, soit moins de 5 %.

Un État inefficace, qui se trouve encore dans le classement PISA (Program for International Student Assessment) établi chaque année, où l'on voit que la France se classe très mal. En 1989, Francis Fukuyama, un universitaire américain, faisait un best-seller avec *La Fin de l'histoire*, qui prédisait un gouvernement mondial, des opérations de police locale pour des conflits de portée marginale et puis une extension de la démocratie parlementaire à l'humanité entière ; nous avons tout à fait le contraire : terrorisme, guerre,

tensions géopolitiques, renouveau de guerre froide avec la Russie, montée de l'État islamique avec Daesh et l'État islamique au Proche-Orient qui essaime en Europe ; 1 djihadiste sur 4 qui va au Proche-Orient, en provenance de pays d'Europe, est un converti. Nous sommes devant une impasse structurelle générale.

Certes, les autres pays d'Europe ont aussi réduit leur budget militaire, mais la France a un rôle primordial à jouer, par sa position géographique, par son histoire. **Elle est tellement engluée dans un endettement public gigantesque et des déséquilibres structurels paralysants qu'elle n'a pas la réserve nécessaire pour réagir face à la situation, c'est-à-dire augmenter puissamment son budget militaire.** Il faudrait une véritable diminution de la dépense publique, puisqu'il est impossible d'augmenter davantage les prélèvements obligatoires. Cet effort structurel conséquent n'ayant pas été mené pendant les périodes fastes de taux d'intérêt bas, on peut nourrir des doutes sur sa réalisation alors qu'ils pourraient s'emballer.

Nicolas DHUICQ

Nos officiers, pour certains d'entre eux, font l'École de guerre, et lorsque les jeunes officiers des trois armées arrivent actuellement à l'École de guerre, on leur propose soit de prendre leur retraite avec un grade supérieur, soit de leur donner une soult, un pécule, pour partir : je ne connais pas d'entreprise qui décourage ses jeunes cadres à ce niveau ! En sachant que les armes modernes sont beaucoup plus compliquées à mettre en œuvre, demandent plus de maintenance, sont plus coûteuses et nécessitent de meilleures formations qu'autrefois. Nous n'en sommes plus au fusil à silex et aux levées en masse aujourd'hui.

Par ailleurs, à chaque fois que les intervenants s'expriment et abordent les questions de défense, on est immédiatement lié aux questions macroéconomiques, à la guerre monétaire actuelle qui se joue sur la planète, et bien entendu aux questions des affaires étrangères.

« Certes, les autres pays d'Europe ont aussi réduit leur budget militaire, mais la France a un rôle primordial à jouer, par sa position géographique, par son histoire. »

« *En conclusion, sans mettre un pourcentage suffisant dans l'outil de défense, incluant les industries de souveraineté et de défense, nous sortirons de l'Histoire car il n'y a pas de défense européenne.* »

Débat

◆ *Yannick Moreau, député de la 3^e circonscription de Vendée*

En plus de l'engagement des forces d'active, il y a la réserve opérationnelle. Or actuellement, le nombre de jours pour lesquels un salarié peut être mis à disposition est assez limité. De plus en plus de sites devront être protégés et les préavis ne seront pas d'un mois ou d'un mois et demi, mais quelquefois de deux ou trois jours. **Ne devrions-nous pas faire appel à des réservistes pour soulager les forces d'active déjà très lourdement mises à contribution ?**

◆ *Nicolas DHUICQ*

Les réservistes sont déjà mobilisés, les chefs d'état-major des trois armées et le directeur général de la gendarmerie nationale ont déjà alerté il y a plusieurs années la commission de la Défense nationale au sujet des réserves. Nous restons sur une question budgétaire.

Le temps du bénévolat se termine, le coût de la sécurité va augmenter : sécurité nationale, c'est le cas du triptyque gendarmerie nationale, police nationale et police municipale, intercommunale, mutualisée ou autre en fonction des territoires ; le bénévolat tombant, il y aura un coût supplémentaire comme dans d'autres pays d'Europe pour tout ce qui est l'équivalent des sapeurs-pompiers.

Enfin, à propos des réserves, les entreprises doivent accepter que leurs salariés partent sans que ces périodes d'absence ne soient dommageables à leur carrière. L'ensemble du corps social doit prendre conscience de ce qui a été dit notamment par le général Tauzin. Voulons-nous rester dans l'Histoire, parce que nous pensons que nous avons un message particulier à porter dans le monde ou acceptons-nous de disparaître de l'Histoire ? Acceptons-nous de n'être qu'un moment dans la longue histoire humaine, ce que pensait le président Chirac à la fin de son règne. Il était parti sur cette dérive : l'Occident est une parenthèse dans la longue histoire de l'humanité. Pour ma part, nous sommes nés, en particulier, sous les murs de Troie et nous avons un discours différent, nécessaire dans l'ordre du monde, de celui qui est porté par d'autres civilisations. Nous sommes dans une guerre culturelle avec cette interrogation fondamentale ; voulons-nous maintenir ce que nos ancêtres nous ont légué ou bien sommes-nous appelés à disparaître ?

Je vous conseille à ce propos un livre, *Brève histoire des empires*, inspiré d'un grand théoricien de l'Etat et de l'Islam médiéval qui vécut au XIV^e siècle, Ibn Khaldûn. Sur la question de la violence, qui la détient, l'empire des armes. La violence arrive toujours d'une tribu de la périphérie qui exerce la violence, d'abord au nom du pouvoir central qui renverse la dynastie au bout d'un siècle. Ce modèle fonctionne pas mal pour les islamistes et l'on

peut se le demander pour Daesh. Quand vous voyagez et que vous revenez en France, vous avez l'impression que le pays est mort, qu'il n'y a que des vieux, on ne vous parle que des maisons de retraite, d'une loi sur l'euthanasie. On a l'impression que rien n'est possible et vous n'avez plus qu'une envie, partir. Pour ceux qui n'ont pas eu de structuration, partir se battre pour une cause qui est certes une cause, c'est une foi, une espérance, un combat et tant que nous les appellerons des « terroristes », nous n'aurons rien compris ; **c'est une guerre de culture beaucoup plus profonde que nos hommes politiques ne veulent bien le dire.** En conclusion, sans mettre un pourcentage suffisant dans l'outil de défense, incluant les industries de souveraineté et de défense, nous sortirons de l'Histoire car il n'y a pas de défense européenne.

Les Rendez-vous Parlementaires du Contribuable

- N°1** : Premier Rendez-vous Parlementaire (octobre 2002)
- N°2** : Le contrôle parlementaire de la dette publique (mars 2003)
- N°3** : Les grèves dans les services publics et le service garanti (mai 2003)
- N°4** : Le financement public de l'audiovisuel (juillet 2003)
- N°5** : Les droits de succession, un impôt pour l'éternité ? (octobre 2003)
- N°6** : Le contrôle de la dépense locale (mars 2004)
- N°7** : Une loi pour le service garanti (juin 2004)
- N°8** : Pour une réforme du statut de la fonction publique (décembre 2004)
- N°9** : La publication du rapport annuel de la Cour des comptes, et après ? (avril 2005)
- N°10** : Faut-il réformer ou supprimer l'ISF ? (juin 2005)
- N°11** : Le surcoût de l'intercommunalité (octobre 2005)
- N°12** : Les aides à l'emploi, la mauvaise réponse au chômage ? (décembre 2005)
- N°13** : Stop à la hausse de la fiscalité locale (mars 2006)
- N°14** : La compétitivité fiscale de la France (mai 2006)
- N°15** : L'immobilier de l'Etat : le rapport Tron... 1 an après (octobre 2006)
- N°16** : Le retour à l'équilibre budgétaire, une ardente obligation (décembre 2006)
- N°17** : Le contrôle parlementaire de la dépense publique (février 2007)
- N°18** : Les coûts exorbitants du système de santé français (octobre 2007)
- N°19** : Les dérives de la dépense locale (décembre 2007)
- N°20** : La moralisation de la vie politique (janvier 2008)
- N°21** : Croissance : le rapport Attali, et après ? (avril 2008)
- N°22** : L'Europe et le contribuable : avantages et inconvénients (octobre 2008)

-
- N°23** : Retraite : la capitalisation est, et restera, le bon choix (décembre 2008)
- N°24** : Le train de vie des collectivités locales (janvier 2009)
- N°25** : Complexité administrative et instabilité juridique : le coût pour la France (avril 2009)
- N°26** : Finances publiques et sortie de crise (juin 2009)
- N°27** : Fiscalité : l'alibi de l'écologie ? (octobre 2009)
- N°28** : Y a-t-il une bonne et une mauvaise dette ? (décembre 2009)
- N°29** : Hôpitaux : la convergence tarifaire public/privé (avril 2010)
- N°30** : Le coût de la politique migratoire de la France (juin 2010)
- N°31** : Les fonctionnaires sont-ils des privilégiés ? (octobre 2010)
- N°32** : Baisser la dépense publique par la démocratie directe (décembre 2010)
- N°33** : Parlementaire ou fonctionnaire : il faut choisir ! (février 2011)
- N°34** : Fiscalité du Patrimoine (avril 2011)
- N°35** : Ce que nous coûte l'immigration irrégulière (juin 2011)
- N°36** : Les fraudes sociales ne doivent pas être une fatalité (octobre 2011)
- N°37** : Dette de l'Etat : on peut et on doit s'en sortir ! (décembre 2011)
- N°38** : Trouver d'urgence 70 milliards d'économies (février 2012)
- N°39** : Fiscalité écologique ou fiscalité tout court ? (décembre 2013)
- N°40** : L'intercommunalité : moins de dépenses ou plus de fonctionnaires ? (avril 2014)
- N°41** : Pas de réforme de la fonction publique sans suppression du statut (juin 2014)
- N°42** : Public/Privé : une inégalité inacceptable (novembre 2014)
- N°43** : Corruption, fraude : l'exemplarité contre le soupçon (avril 2015)

Les Etudes de Contribuables Associés

contribuables associés

350 000 MILITANTS CONTRE L'OPPRESSION FISCALE

Les Etudes de Contribuables Associés

Juin 2014

Fonction publique française : le dernier dinosaure

Une analyse comparative de la situation
des fonctionnaires dans 16 pays de l'OCDE

En regardant ce qui se passe à l'étranger, on comprend pourquoi votre emploi est menacé, pourquoi vous ne pouvez plus partir en vacances, pourquoi vos enfants n'auront pas de retraite... La France n'évitera la faillite que si elle fait ce que de nombreux pays ont fait : réformer la fonction publique !

Points clés de cette étude

- Une proportion de fonctionnaires dans la population active bien supérieure à la moyenne de l'OCDE.
- Une des dernières fonctions publiques très largement « de statut ».
- Le temps de travail hebdomadaire des fonctionnaires français est le plus faible des 16 pays étudiés.
- Des départs à la retraite parmi les plus tôt de tout l'OCDE.
- Si la France disposait du même taux d'administration que l'Allemagne, l'économie budgétaire serait de 110 milliards d'euros par an.

Etude réalisée en collaboration avec l'Institut de Recherches Economiques et Fiscales



Contribuables Associés - 42, rue des Jeûneurs - 75002 Paris - Tél. : 01 42 21 16 24 - www.contribuables.org

Disponible gratuitement sur demande auprès de Contribuables Associés, en écrivant à :
Contribuables Associés : 42, rue des Jeûneurs - 75002 Paris, ou par téléphone au 01 42 21 16 24.
Les Etudes de Contribuables Associés sont également téléchargeables sur le site www.contribuables.org.